

**Arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 JAN. 2025
pris à l'encontre de la société VERALLIA FRANCE S.A.S.
pour l'exploitation d'une installation de fours de verrerie
située rue François Arago - ZI Albi-Saint Juéry à Albi**

Le préfet du Tarn

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du Président de la République du 1^{er} octobre 2024 portant nomination de Monsieur Laurent BUCHAILLAT en qualité de Préfet de Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 7 juin 2023 portant nomination de Monsieur Sébastien SIMOES, sous-préfet d'Albi, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 modifié relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Sébastien SIMOES, sous-préfet d'Albi, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2015 actualisant les prescriptions de fonctionnement d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, relatif aux installations de la SA Verrerie Ouvrière d'Albi, Z. I. de Saint-Juéry – 9, rue François Arago sur la commune d'Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 janvier 2019 relatif à la stratégie de défense incendie et de la transposition de la directive européenne IED du site de la SA VOA Verrerie Ouvrière d'Albi – Z. I. de Saint-Juéry – 9, rue François Arago sur la commune d'Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 septembre 2021 portant autorisation de changement d'exploitant des installations situées Z. I. Albi-Saint-Juéry – 9, rue François Arago sur la commune d'Albi au profit de la société VERALLIA FRANCE SAS ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} juillet 2022 relatif à l'actualisation du classement des activités exercées suite à la mise en place du procédé poteyage par la société VERALLIA FRANCE SAS dont les installations sont situées Z. I. Albi-Saint-Juéry – 9, rue François Arago sur la commune d'Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juillet 2024 modifiant les valeurs maximales de prélèvements d'eau et abrogeant les prescriptions techniques à respecter en période de sécheresse par la société VERALLIA FRANCE SAS située rue François Arago - ZI Albi-Saint Juéry sur la commune d'Albi ;
- Vu** les prescriptions figurant dans l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2015 susvisé, et notamment les articles suivants, qui disposent :

- 2.3 – Valeurs limites des rejets canalisés des fours

« NOx : 600 mg/Nm³

SOx : 300 mg/Nm³ (combustible mixte (fioul/gaz), l'énergie fournie par le gaz étant supérieure à 90 %)

Poussières : 20 mg/Nm³. »

- 3.5 – Conditions de respect des valeurs limites d'émissions dans le cadre de l'autosurveillance

« Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par heure pour les effluents gazeux et pour les effluents liquides au moins une mesure représentative par jour), les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :

- aucune concentration moyenne journalière après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance (*) indiqué en note (1) ne dépasse la valeur limite fixée par l'arrêté d'autorisation ;

- 90 % de la série des résultats de mesure après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance (*) indiqué en note (1) ne dépassent pas la valeur limite d'émission et aucun résultat pris individuellement ne dépasse le double de la valeur limite. Ces 90 % sont comptés sur une base hebdomadaire pour les effluents aqueux et sur une base de vingt-quatre heures pour les effluents gazeux.

(*) Cette soustraction ne s'applique qu'aux polluants atmosphériques suivants : SO₂, NOx, poussières, carbone organique total, HCl et HF.

(1) Concernant les émissions atmosphériques, les intervalles de confiance à 95 % ne dépassent pas les pourcentages des valeurs limites d'émission : SO₂ : 20 % ; NOx : 20 % ; poussières : 30 % ; carbone organique total : 30 % ; chlorure d'hydrogène : 40 % ; fluorure d'hydrogène : 40 %. »

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 5 décembre 2024 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté le 12 décembre 2024 à la connaissance du demandeur par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 30 décembre 2024 conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier électronique en date du 7 janvier 2025 dans lequel il sollicite un délai supplémentaire jusqu'au 30 avril 2025 en vue d'un retour à la conformité de la concentration de certains polluants rejetés à atmosphère ;

Considérant que les résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques pour les mois de juillet à septembre 2024 transmis par l'exploitant font état de :

- 14 jours de dépassement des VLE sur les SOx et 11 jours de dépassement des VLE sur les poussières ;
- 49 jours de non-conformités sur les conditions de respect des valeurs limites d'émissions s'appliquant dans le cadre spécifique de l'autosurveillance.

Considérant que ces non-conformités sont principalement dues au fonctionnement d'un seul four sur les deux présents ;

Considérant qu'afin d'éviter la récurrence de ces non-conformités liées au fonctionnement d'un seul four, l'exploitant doit engager une réflexion sur l'origine des dépassements et mettre en place les actions correctives nécessaires ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société VERALLIA FRANCE S.A.S. de respecter les prescriptions techniques des articles 2.3 et 3.5 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2015 susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1^{er} – La société VERALLIA FRANCE S.A.S. est mise en demeure de respecter, pour sa verrerie qu'elle exploite rue François Arago - ZI Albi-Saint Juéry sur le territoire de la commune d'Albi avant le 30 avril 2025, les dispositions des articles 2.3 et 3.5 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2015 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Article 2 – La société VERALLIA FRANCE doit :

- s'engager dans une action de recherche et d'identification des paramètres responsables des non-conformités observées au niveau des rejets atmosphériques lors du fonctionnement d'un seul four à verre ;
- déterminer les éventuelles unités de traitement supplémentaires à mettre en place ou réglages à opérer sur les installations existantes afin de respecter l'autosurveillance des rejets atmosphériques en cas d'arrêt d'un des deux fours ;
- disposer, dans un délai n'excédant pas 1 an à compter de la notification du présent arrêté, d'un plan d'action opérationnel susceptible d'être mis en œuvre en cas d'arrêt d'un des deux fours permettant le respect des valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques en sortie de cheminées.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avant le 30 juin 2025, les différents rapports, études et diagnostics réalisés en vue d'éviter la récurrence des non-conformités des rejets atmosphériques liées au fonctionnement d'un seul four à verre.

Article 3 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 5 – Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

1. L'arrêté est affiché à la mairie d'Albi pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Tarn. Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif

- ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux ;
2. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de la commune d'Albi sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société VERALLIA FRANCE S.A.S.

Fait à Albi, le

10 JAN. 2025

**Pour le préfet, par délégation,
Le secrétaire général,**



Sébastien SIMOES